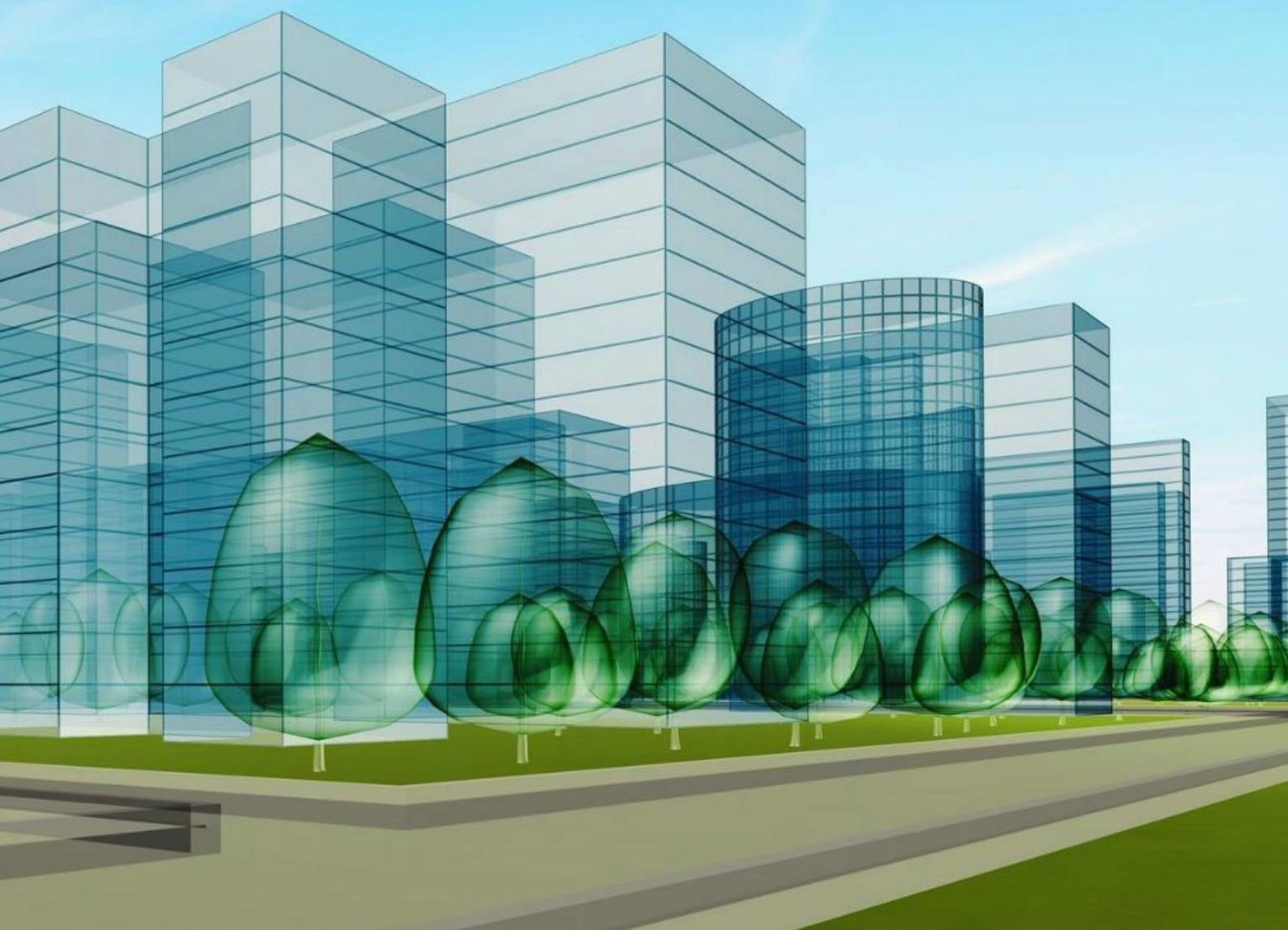


Bourgogne-Franche-Comté

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & BÂTIMENT DURABLE

BILAN ANNUEL



Vue d'ensemble

	Bourgogne-Franche-Comté			France		
Contexte économique						
Chiffre d'affaires Bâtiment Bilan 2017	+5,9%	▲	4,98 Md€	+6,9%	▲	138,4 Md€
Logements mis en chantier Situation à fin décembre 2016 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	+18%	▲	11 148 lgts	+14,3%	▲	437 300 lgts
Potentiel de logements						
Logements vendus ou loués avec un DPE >D Part à fin février 2018			69,2%			61,9%
Logements vacants Part à fin 2013			9,5%			7,9%
Dispositifs d'incitation						
Travaux liés au CITE Bilan 2017 (Travaux en 2016)	+0,4%	▲	356 M€	-0,3%	=	6 539 M€
Ménages bénéficiaires du CITE Bilan 2017 (Travaux en 2016)	+7,3%	▲	63 927 ménages	+4,4%	▲	1 227 560 ménages
Nombre d'Éco-PTZ Bilan 2017	+13%	▲	1 369 prêts	+6%	▲	24 009 prêts
Rénovations Habiter Mieux Situation à fin 2018 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	+5,2%	▲	3 647 lgts	+53%	▲	62 335 lgts
Nombre d'Éco-PLS Bilan 2017	-13%	▼	2 490 prêts	+52%	▲	61 502 prêts
Labellisations énergétiques						
Logements avec demande de labellisation >RT 2012 Bilan 2017	-19%	▼	929 lgts	+49%	▲	60 516 lgts
Nombre de logements engagés dans démarche de qualité environnementale Bilan 2017	-23%	▼	801 lgts	+34%	▲	63 800 lgts
Part de bâtiments tertiaires engagés dans une labellisation énergétique Bilan 2007-2017 - par rapport aux surfaces autorisées			1,3%			4,3%
Part de bâtiments tertiaires engagés dans une certification NF HQE Bilan 2007-2017 - par rapport aux surfaces autorisées			1,6%			6,2%
Mobilisation des entreprises						
Part d'établissements RGE Bilan à fin novembre 2018			18,4% nb d'entreprises			10,6%
Nombre d'établissements RGE Bilan 2017	-9%	▼	3 964 étbts	-8%	▼	64 469 étbts
Nombre de stagiaires FEEBAT Bilan 2017	-48,8%	▼	165 stagiaires	-50,9%	▼	3 968 stagiaires

Sommaire

L'environnement socioéconomique

p.4

- Accélération de la croissance du Bâtiment en 2017
- Un potentiel de logements à rénover important mais disparate

Les leviers à la transition énergétique dans le Bâtiment

p.6

- Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique différemment sollicités
- Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales en recul et concentrées sur certains territoires

La mobilisation des professionnels

p.16

- Consolidation des qualifications RGE des entreprises

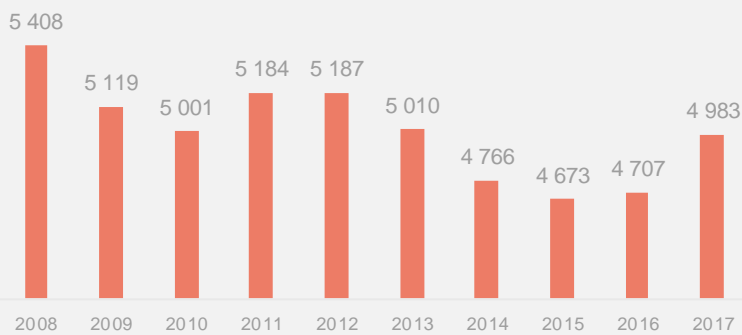
📍 Accélération de la croissance du Bâtiment en 2017

Chiffre d'affaires 2017

Bourgogne-Franche-Comté	France
5 Md€	138.4 Md€
+5.9%	+6.9%

Evolution du chiffre d'affaires Bâtiment en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : million d'euros courants HT - Source : Réseau des CERC

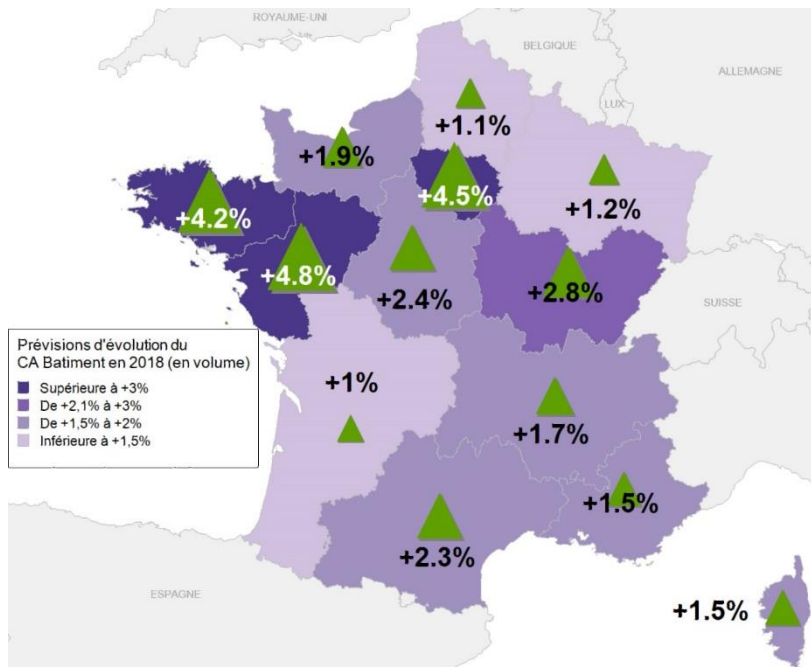


L'année 2017 est marquée par une forte hausse du chiffre d'affaires du Bâtiment (+4,2% à près de 5 milliards d'euros) et retrouve un niveau proche de celui observé en 2013.

Une tendance à la hausse en 2017 et de l'incertitude en 2018

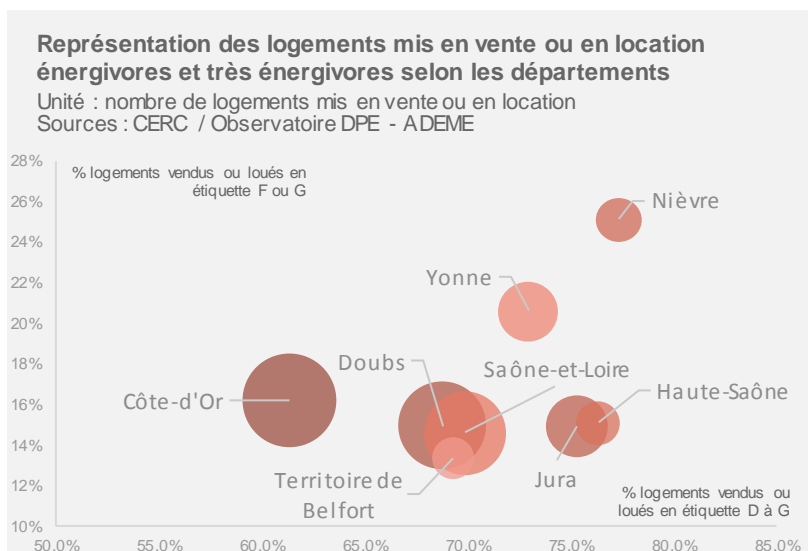
En raison de la baisse des constructions neuves en fin d'année 2018, les prévisions d'activité seront négativement impactées par rapport aux attentes initiales.

Prévisions régionales d'évolution du chiffre d'affaires Bâtiment en 2018



Evolutions en volume par rapport à 2017 établies en juin 2018

Un potentiel de logements à rénover important mais disparate



Taille des bulles proportionnelle au nombre de logements mis en vente ou en location

Logements vendus ou loués en étiquette D,E,F ou G

Bourgogne-Franche-Comté	France
69,2%	61,9%

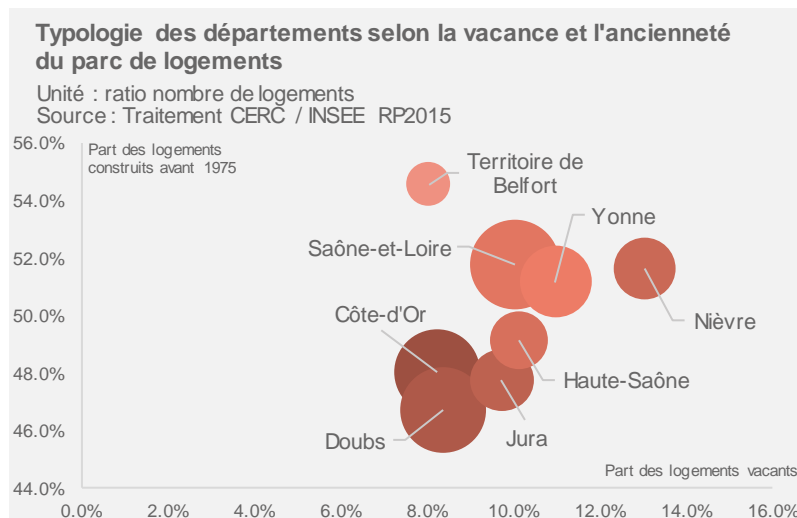
Logements vendus ou loués en étiquette F ou G

Bourgogne-Franche-Comté	France
16,2%	11,5%

Les diagnostics de Performance Énergétique (DPE) permettent de visualiser l'état général du parc de logements en matière de rénovation énergétique

Plus de 80% des logements de la région ont une étiquette supérieure à D

La part de logements énergivores (D,E,F ou G) est supérieure de plus de 7 points à la moyenne nationale. Le constat est le même pour les logements très énergivores (16,2% de logements concernés contre 11,5% dans la France entière).



Part des logements vacants INSEE RP 2015

Bourgogne-Franche-Comté	France
9,7%	8%

Près d'un logement sur 10 vacant dans la région

Le parc de logements de la région reste majoritairement composé de logements construits avant 1975. Ce constat est particulièrement visible dans le Territoire de Belfort et en Saône-et-Loire.

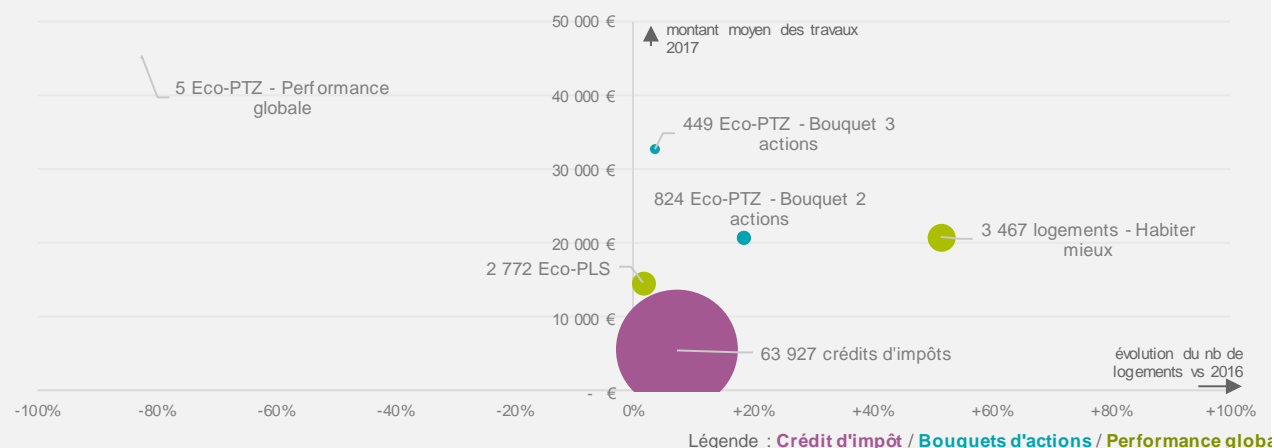
Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique de plus en plus sollicités

Le bilan des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique

Les leviers à la rénovation énergétique en 2017 en Bourgogne-Franche-Comté vs 2016

Unité : nombre de logements et montant en euros HT

Sources : CERC à partir des données ANAH, DHUP, DGFIP, SGFGAS



Le Crédit d'impôt en rythme de croisière

Cette vue d'ensemble permet de se rendre compte de la clé de voûte que représente le CITE dans la politique d'incitation à la rénovation énergétique. Avec près de 64 000 crédits d'impôts accordés (+7,3%), plus de 350 millions d'euros de travaux ont été réalisés.

Le montant moyen de travaux reste peu élevé (un peu moins de 5 500 euros) et implique un accroissement de la performance énergétique moins important que celui que l'on peut retrouver dans les autres dispositifs.

L'Éco-PTZ et le dispositif Habiter Mieux bien que moins nombreux représentent plus de 100 millions d'euros de travaux réalisés. L'Éco-PLS, en légère hausse (+1,6%) concerne près de 2 800 logements.

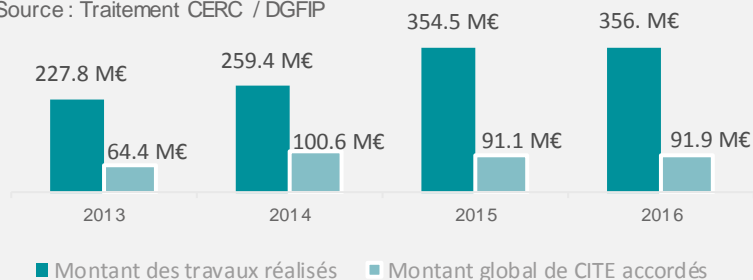
Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique de plus en plus sollicités

Le CITE particulièrement sollicité en région

Montant des travaux réalisés dans le cadre d'une demande de crédit d'impôt et montant des crédits d'impôt associés

Unité : €

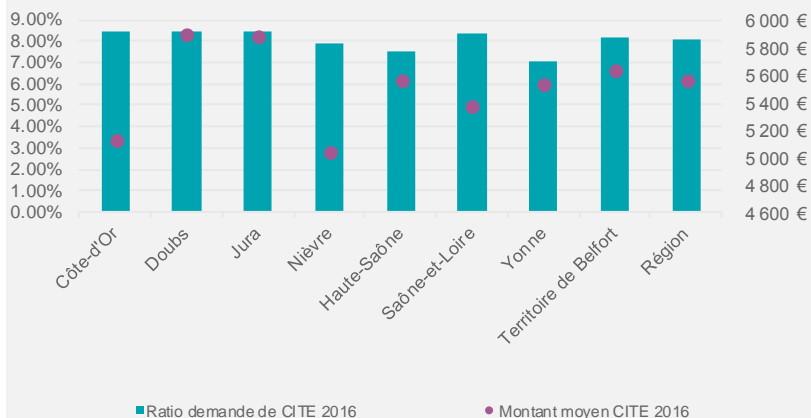
Source : Traitement CERC / DGFIP



2015 : y compris dépenses réalisées en bouquets de travaux 2014-2015

Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées par ménage selon les départements en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : % de propriétaires occupants ; montant en €
Source : Traitement CERC / DGFIP et INSEE RP14



Ratio du nombre de foyers ayant demandé un crédit d'impôt sur les propriétaires occupants (travaux 2016)

Bourgogne-Franche-Comté	France
8,1%	7,5%

Avec une proportion de foyers ayant eu recours au CITE supérieure à la moyenne nationale, les habitants de la région plébiscitent le dispositif. 63 927 foyers ont eu recours à ce dispositif pour un montant moyen de 5 568 €

356 millions d'euros de travaux concernés par le CITE

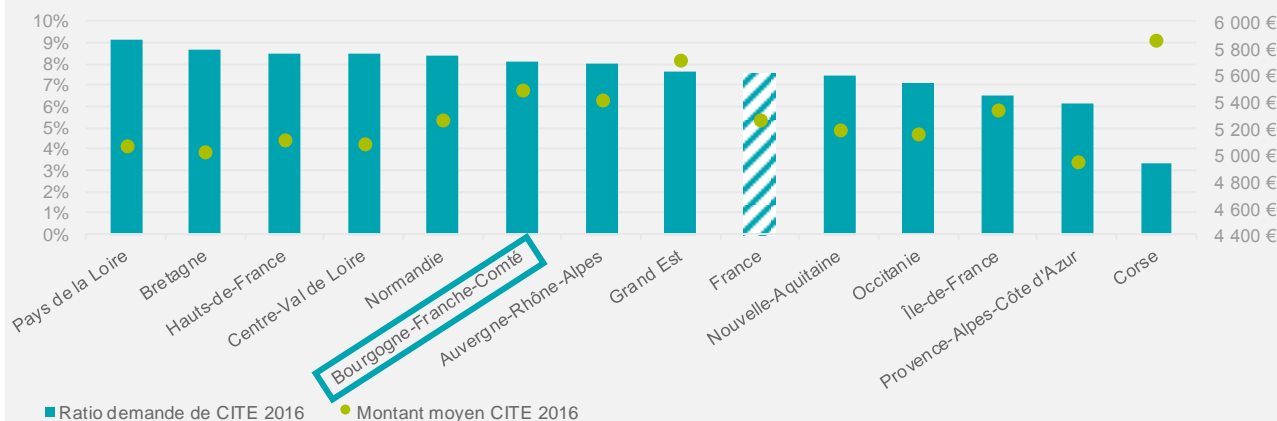
Les disparités départementales subsistent notamment dans le montant moyen des travaux réalisés. Si la proportion de propriétaires occupants demandeurs de crédits varie de 7% (Yonne) à 8,5% (Côte-d'Or, Doubs et Jura), le montant de travaux passe de 5 000 € dans la Nièvre à 5 900 € dans le Doubs et le Jura.

Montant global des travaux réalisés dans le cadre du CITE

Bourgogne-Franche-Comté	France
356 M€	6 539 M€
+0,4%	-0,3%

Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées selon les régions

Unité : % de propriétaires occupants ; montant en €
Source : traitements CERC / DGFIP et INSEE RP14

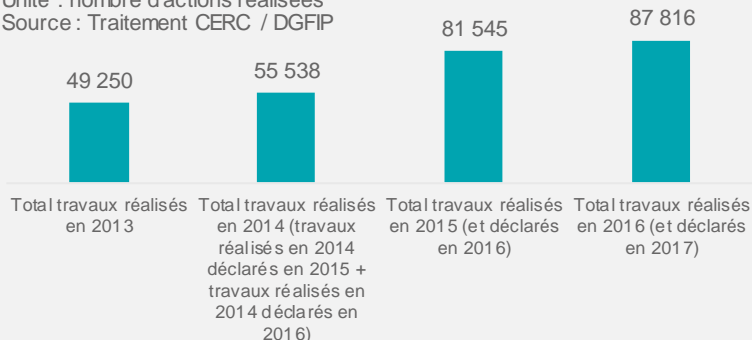


Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique de plus en plus sollicités

L'isolation thermique principal domaine d'action dans le cadre du CITE

Evolution du nombre d'actions réalisées dans le cadre du crédit d'impôt

Unité : nombre d'actions réalisées
Source : Traitement CERC / DGFIP

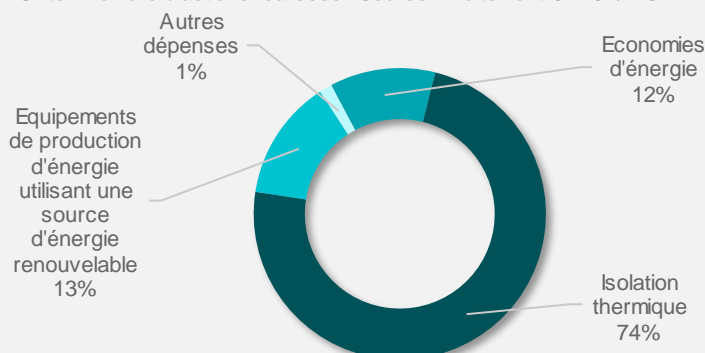


L'étude détaillée des déclarations en 2017 ne montre pas de différences majeures par rapport à l'année précédente.

Les parois vitrées représentent une action réalisée sur trois

Répartition des actions menées en 2016 (et déclarées en 2017) par les ménages

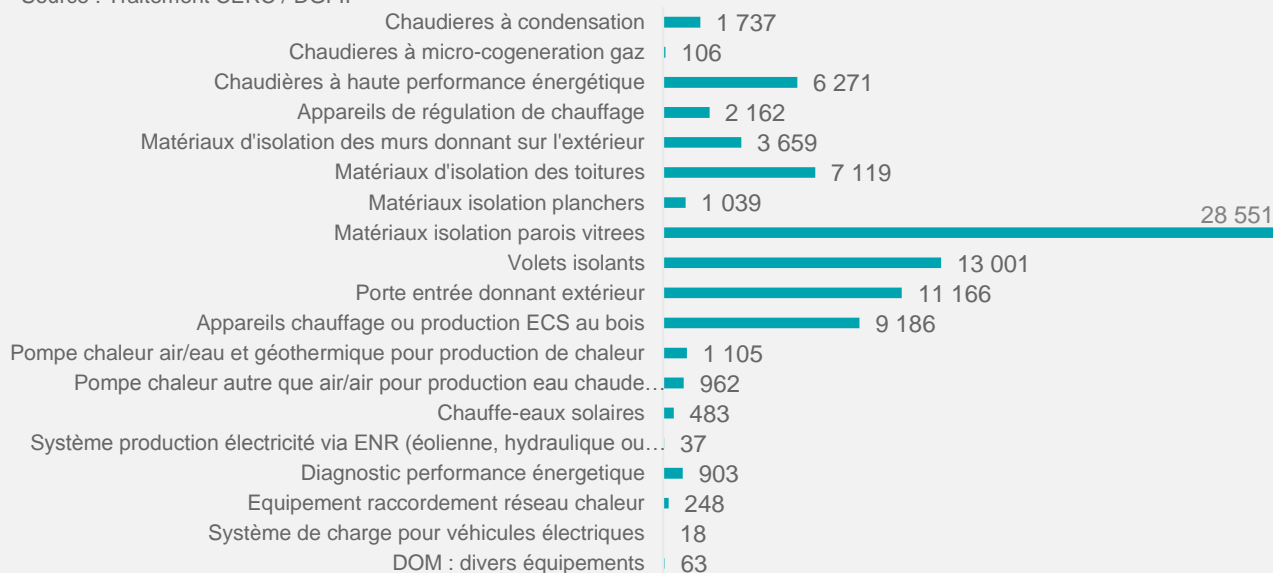
Unité : nombre d'actions réalisées - Source : Traitement CERC / DGFIP



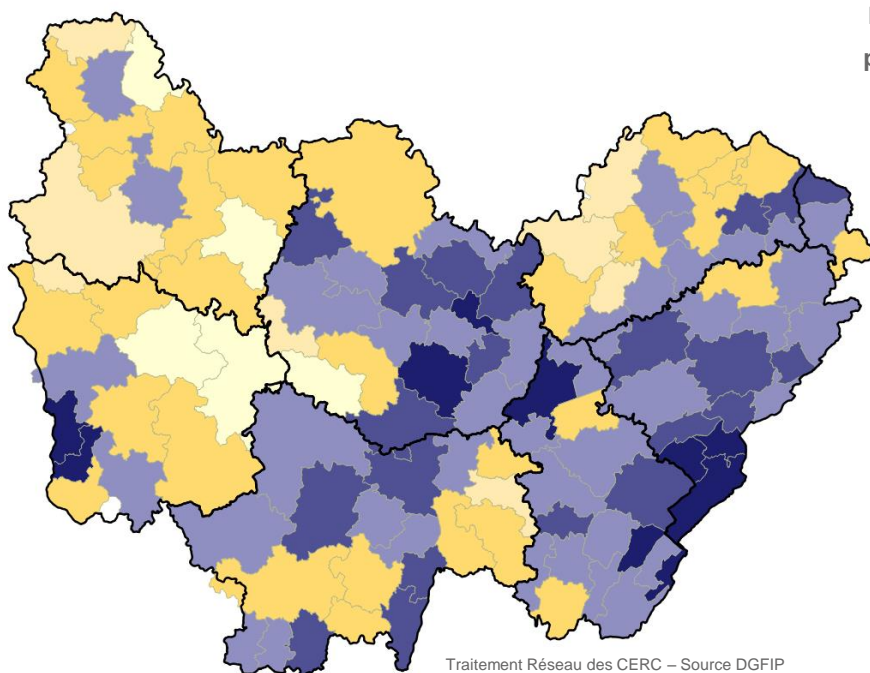
Pour les 63 927 foyers ayant réalisé des travaux pour un montant moyen de 5 568 €, le remplacement des ouvertures (Fenêtres, portes et volets) constitue toujours le gros des actions concernées par une demande de CITE. Le volume de travaux relatifs aux appareils de chauffage se maintient à environ 10 000 actions.

Actions réalisées en 2016 (et déclarées en 2017) par catégorie de travaux

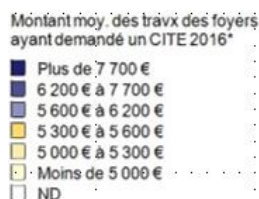
Unité : nombre d'actions réalisées
Source : Traitement CERC / DGFIP



Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique de plus en plus sollicités



Montant moyen des travaux effectués par les foyers ayant demandé un CITE pour des travaux réalisés en 2016 en France



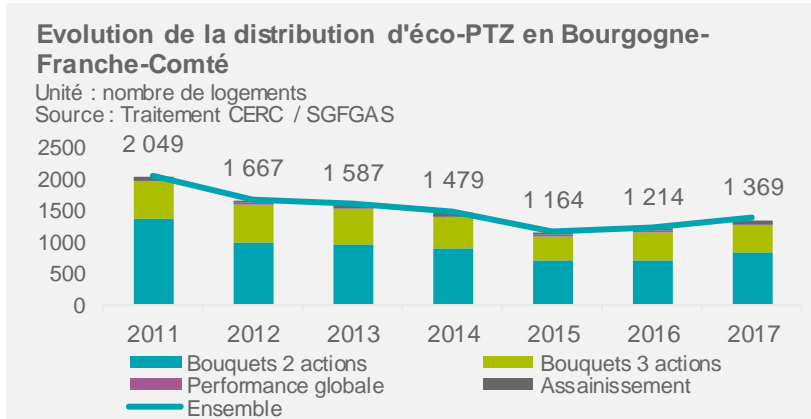
La part de propriétaires occupants ayant eu recours au CITE pour des travaux réalisés en 2016 est plus élevée en Côte-d'Or, dans le Doubs et le Jura. La Nièvre et l'Yonne connaissent des

taux de recours plus faibles.

Des variations infra-départementales importantes

Le montant moyen de travaux réalisés est également plus élevé dans certaines zones notamment dans la zone frontalière avec la Suisse.

Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique de plus en plus sollicités



Nombre d'éco-PTZ distribués en 2017 (Evol. 1 an)

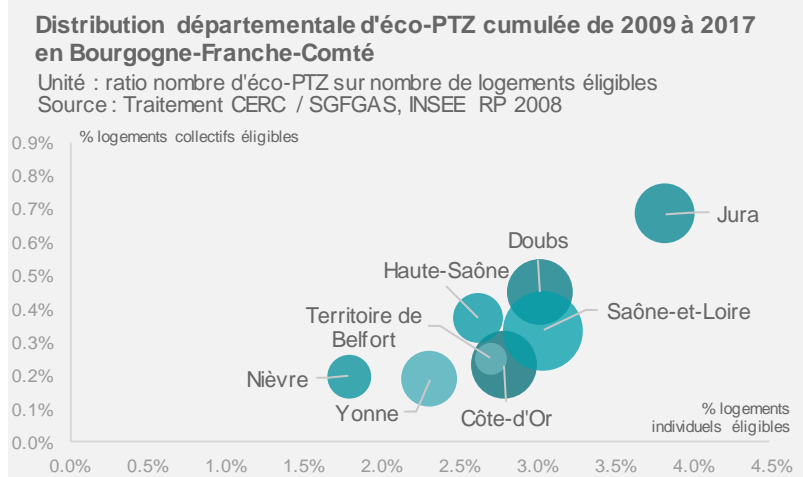
Bourgogne-Franche-Comté	France
1 369	24 009
+13%	+6%

Hausse solide du nombre d'Éco-PTZ en Bourgogne-Franche-Comté

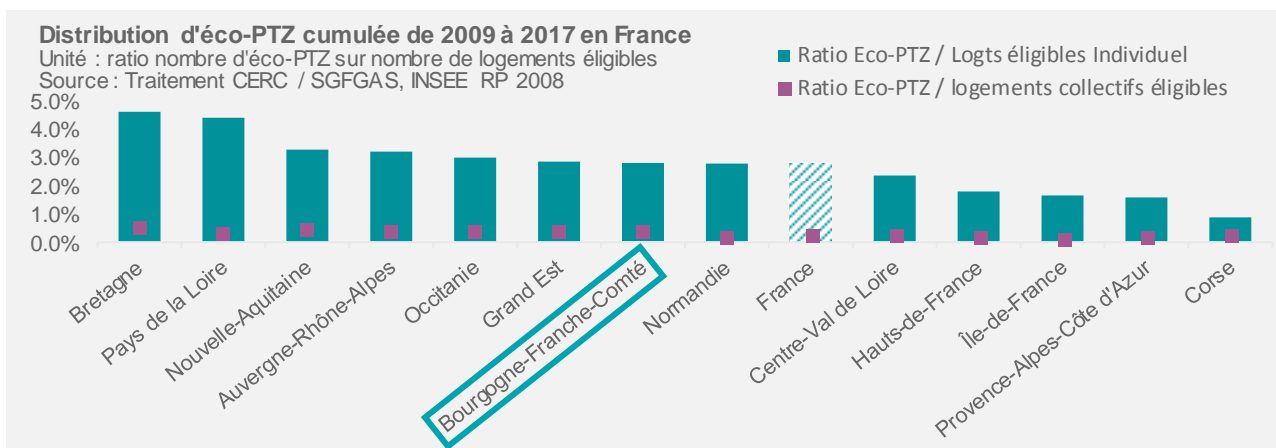
1 369 Éco-PTZ ont été distribués en 2017 en région, 155 de plus que l'année précédente. Majoritairement composé de bouquets 2 actions, l'Éco-PTZ retrouve un niveau intéressant après deux années plus ternes.

Au niveau départemental, on peut remarquer que le Jura se démarque en termes de proportion tant au niveau du logement collectif qu'individuel.

On ne retrouve que peu de différences entre la moyenne nationale de recours au dispositif et ce recours en région.



Taille des bulles proportionnelle au nombre d'éco-PTZ distribué depuis 2009

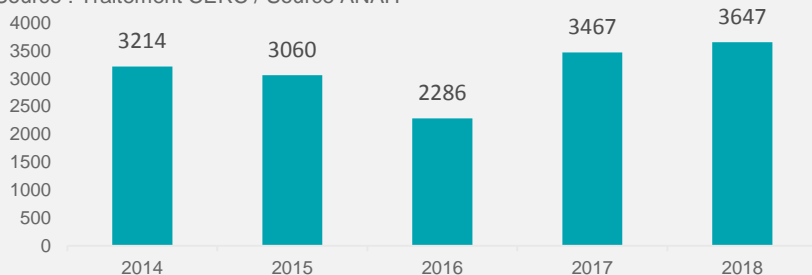


Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique de plus en plus sollicités

Confirmation de la reprise des rénovations Habiter Mieux

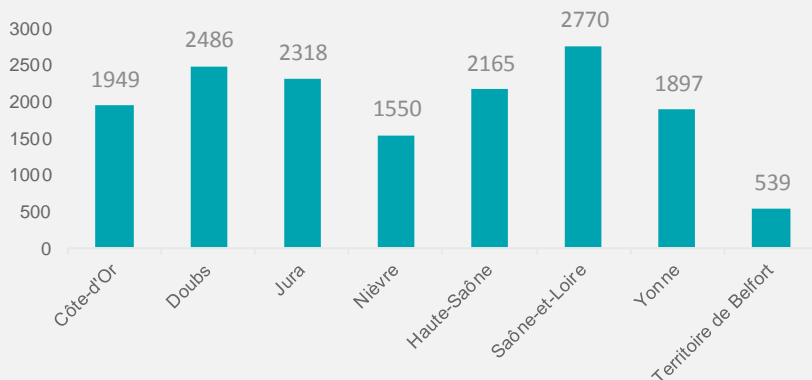
Evolution de la rénovation dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté de 2014 à 2017

Unité : nombre de logements
Source : Traitement CERC / Source ANAH



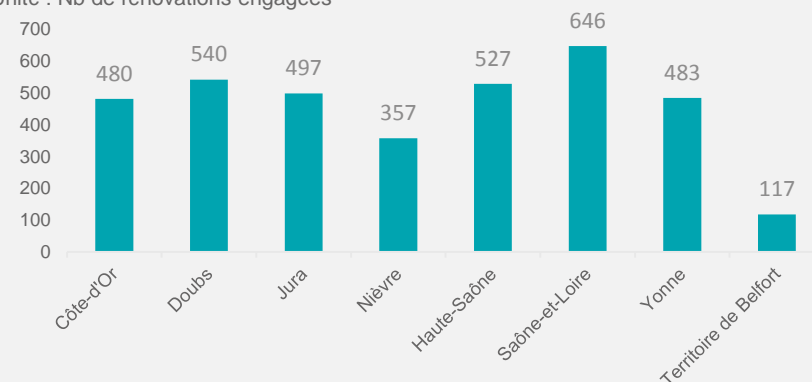
Rénovations cumulées par département dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté de 2014 à 2018

Unité : Nb de rénovations engagées



Rénovations par département dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté en 2018

Unité : Nb de rénovations engagées



Nombre de logements rénovés via le programme en 2018 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
3 647	62 335
+5,2%	+53%

Après une année 2017 en forte croissance, le nombre de rénovations Habiter Mieux continue d'augmenter (3 647 rénovations en 2018 soit +5,2%) et atteint son plus haut niveau depuis 2014. La région Bourgogne-Franche-Comté est classée au premier rang national pour la réalisation des objectifs et au second rang en comptant les copropriétés (DREAL-CR2H).

Hausse de 5,2% des rénovations Habiter Mieux

A l'échelon départemental, le dispositif est proportionnellement plus mobilisé dans le Jura et la Haute-Saône que dans les autres départements. La Côte-d'Or étant le département qui mobilise le moins ce dispositif.

Sur le parc existant, des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique de plus en plus sollicités

Une légère hausse de l'Éco-PLS confirme l'attrait de ce dispositif en région.

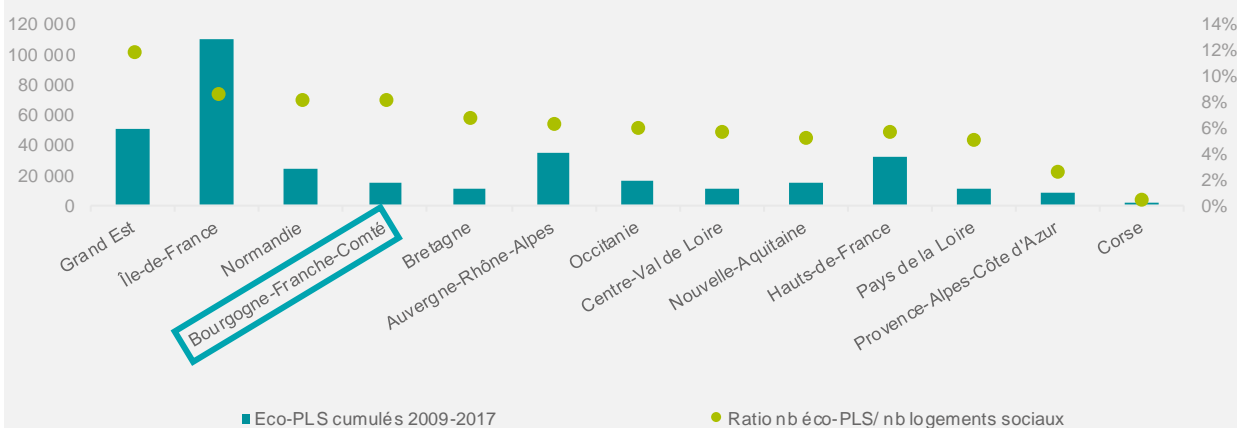
Nombre de logements engagés éco-PLS en 2017 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
2 772	61 502
+1,6%	+52%

Evolution : estimation CERC

Logements sociaux engagés dans une rénovation via un éco-PLS entre 2009 et 2017 en France métropolitaine

Unité : nombre de prêts engagés ; ratio sur le nombre de logements sociaux
Source : Traitement CERC / DHUP, INSEE RP 2017



En hausse de 1,6% par rapport à 2016, l'Éco-PLS ne suit pas l'ampleur de la tendance observée au niveau national (61 502 logements ; +52%).

Près de 2 800 logements sociaux ont bénéficié d'un Éco-PLS en 2017

Malgré ce constat, la Bourgogne-Franche-Comté reste à un niveau de mobilisation très élevée au regard de la taille de son parc de logements sociaux (4^{ème} région en termes de proportion de logements concernées).

Le dispositif Effilogis porté par l'ADEME et le Conseil Régional a également apporté un support à la rénovation énergétique de logements sociaux tant financier (6 M€ de subventions pour 121 M€ de travaux réalisés en 2017 et 2018) que technique.

Nombre de logements rénovés soutenus en phase travaux avec objectifs BBC-Effinergie en région

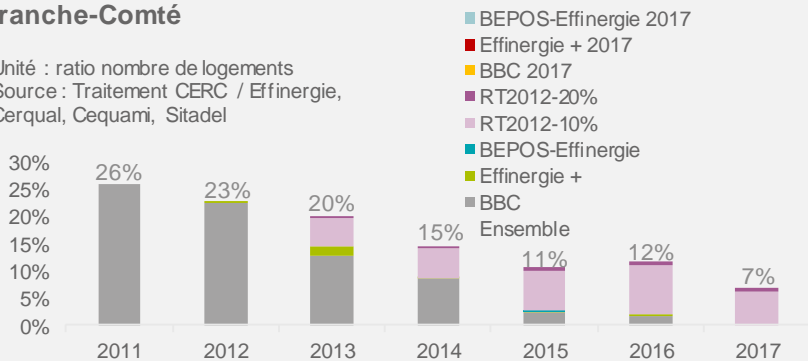
2017	2018
1201	2571

Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales en recul et concentrées sur certains territoires

Les labellisations énergétiques des logements en baisse

Evolution des demandes de labellisation énergétique de logements rapportées aux autorisations en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Cequami, Sitel



Hors Cequami en 2017

Nombre de logements avec demande de labellisation énergétique > RT 2012 en 2017 (Evol. 1 an)

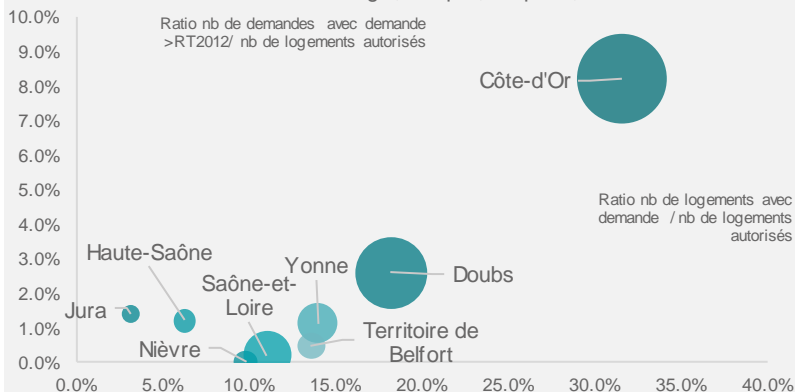
Bourgogne-Franche-Comté	France
929	60 516
-19%	+49%

Hors Cequami en 2017

Majoritairement localisées en Côte-d'Or et dans le Doubs et composées de labels RT2012-10%, les labellisations énergétiques sont à la baisse en 2017.

Bilan des demandes de labellisations énergétiques de logements en Bourgogne-Franche-Comté de 2007 à 2017

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Cequami, Sitel



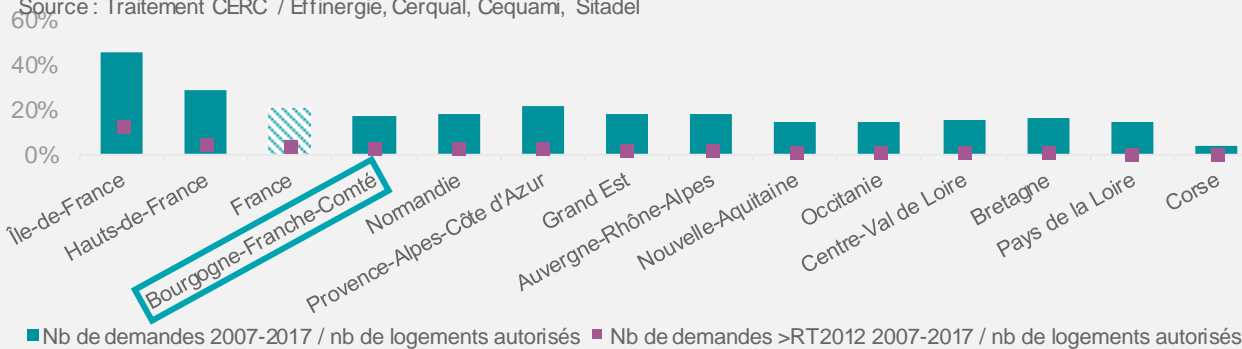
Hors Cequami en 2017

7% des logements neufs construits en 2017 ont été labellisés (-5 pts)

Sur une longue période, la Bourgogne-Franche-Comté se place au troisième rang des régions ayant le taux de labellisation le plus élevé derrière l'Île-de-France et les Hauts-de-France.

Bilan des demandes de labellisations énergétiques 2007-2017 dans les logements en France

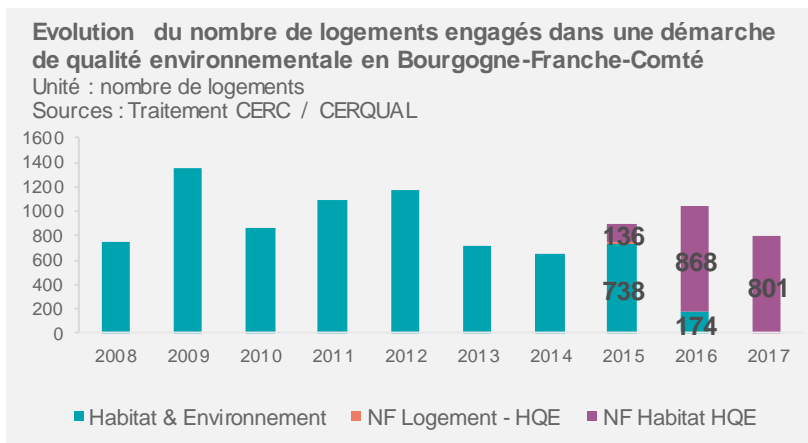
Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Cequami, Sitel



Hors Cequami en 2017

Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales en recul et concentrées sur certains territoires

Qualité environnementale des logements neufs, fin de la démarche Habitat & Environnement



Nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale en 2017 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
801	63 800
-23%	+34%

La baisse de près d'un quart du nombre de logements neufs engagés dans une démarche de qualité environnementale s'explique par la fin des démarches liées à la RT2005.

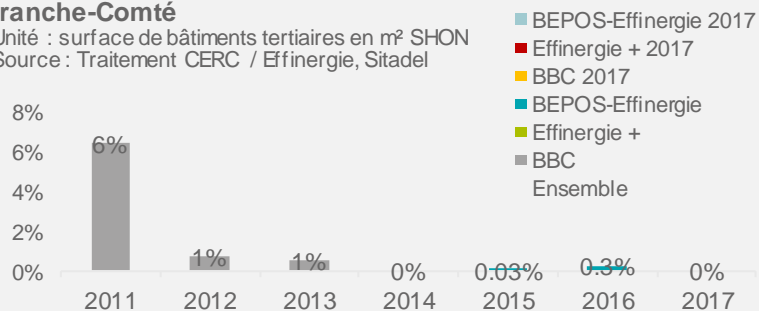
Baisse globale des démarches de qualité environnementale des logements neufs

La démarche Habitat & Environnement n'ayant pas été encore compensée par la norme NF Habitat HQE puisque celle-ci est également en retrait (-7,7%).

Sur le parc tertiaire, pas de labellisation énergétique et environnementale

Demands de labellisation énergétique de bâtiments tertiaires rapportées aux autorisations en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON
Source : Traitement CERC / Effinergie, Sitadel



Surface de bâtiments tertiaires 2007-2017 par rapport à la surface autorisée

	Bourgogne-Franche-Comté	France
Labellisations énergétiques	1,3%	4,3%
Certifications NF HQE	1,6%	6,2%

En cumulé, la Bourgogne-Franche-Comté se place à l'avant dernier rang en termes de labellisation de bâtiments tertiaires devant la Corse.

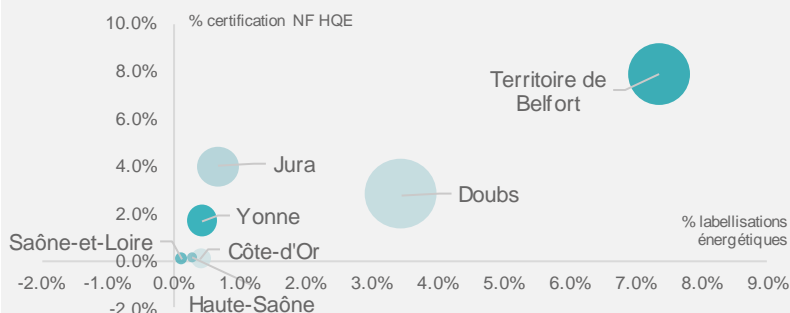
Aucune labellisation dans le tertiaire en 2017

L'Île-de-France concentre la majorité des labellisations recensées.

Sur une longue période et au niveau départemental, seuls le Territoire de Belfort et le Doubs connaissent une part de labellisation significative.

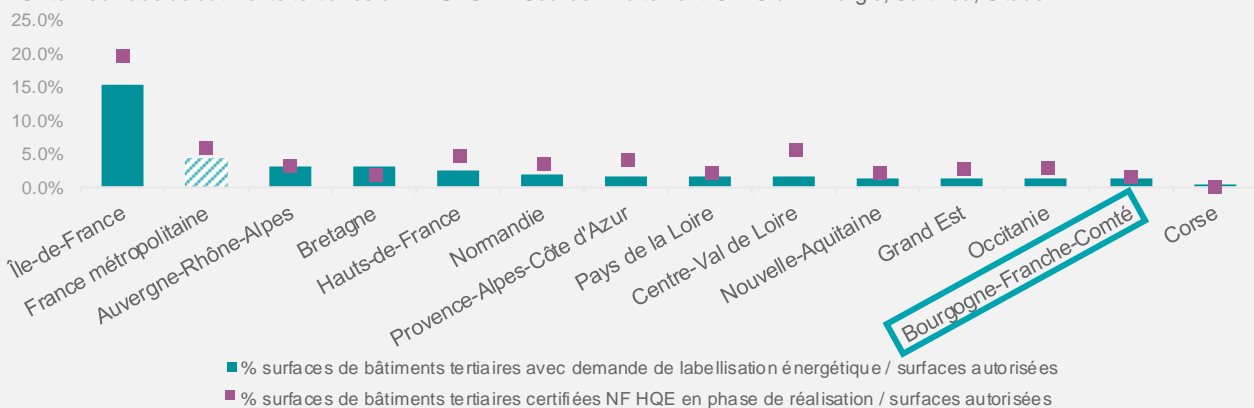
Surfaces de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale NF HQE vs surface autorisée 2007-2017 en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON
Source : Traitement CERC / Effinergie, Certivea, Sitadel



Surface de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale NF HQE vs la surface autorisée 2007 - 2017 en France

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON -Source : Traitement CERC / Effinergie, Certivea, Sitadel



📍 Consolidation des qualifications RGE des entreprises

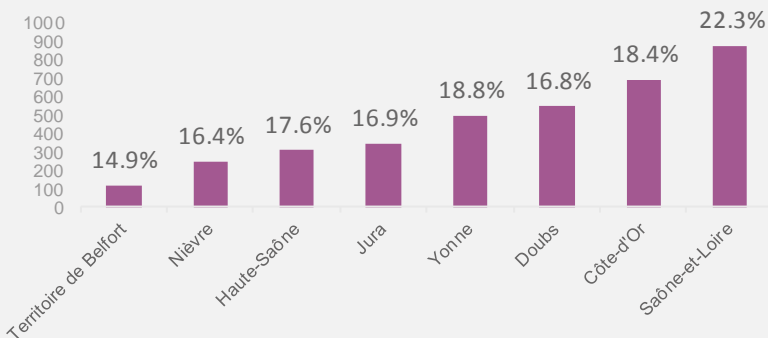
Une bonne couverture du territoire par les entreprises RGE

Ratio du nombre d'établissement RGE sur les établissements Bâtiment à fin Novembre 2018

Bourgogne-Franche-Comté	France
18,4%	10,6%

Nombre d'établissements RGE en Bourgogne-Franche-Comté à fin Novembre 2018

Unité : nombre d'établissements ; % d'établissements labellisés
Source : Traitement CERC / DHUP, INSEE



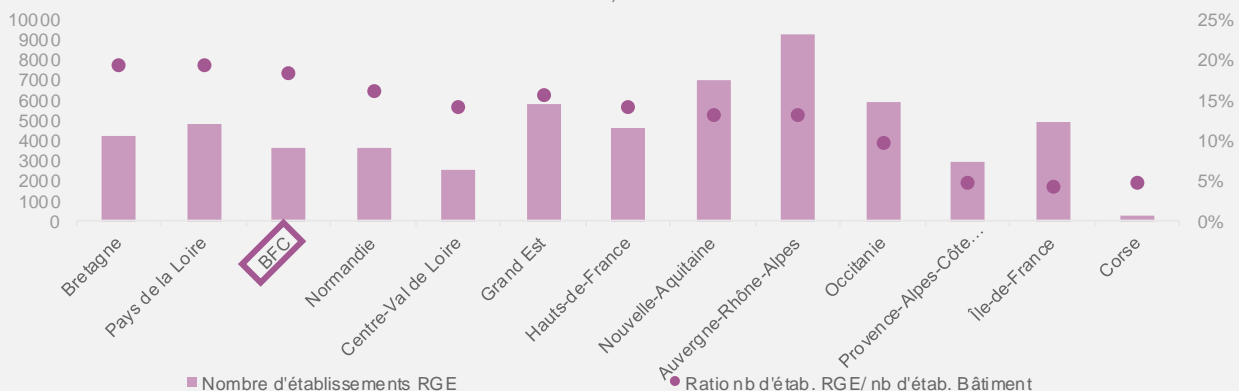
Tous les départements au dessus de la moyenne nationale

Troisième région de France en termes de part d'entreprises labellisées RGE, la Bourgogne-Franche-Comté connaît un taux de labellisation global de 18,4% supérieur de 8 points à la moyenne nationale.

Si la Nièvre et le Territoire de Belfort connaissent des taux de labellisation plus faibles, ceux-ci restent à un niveau plus que satisfaisant au regard de la situation nationale.

Nombre d'établissements RGE et ratio par rapport au nombre d'établissements Bâtiment en France à fin Novembre 2018

Unité : nombre d'établissements Source : Traitement CERC / DHUP, INSEE

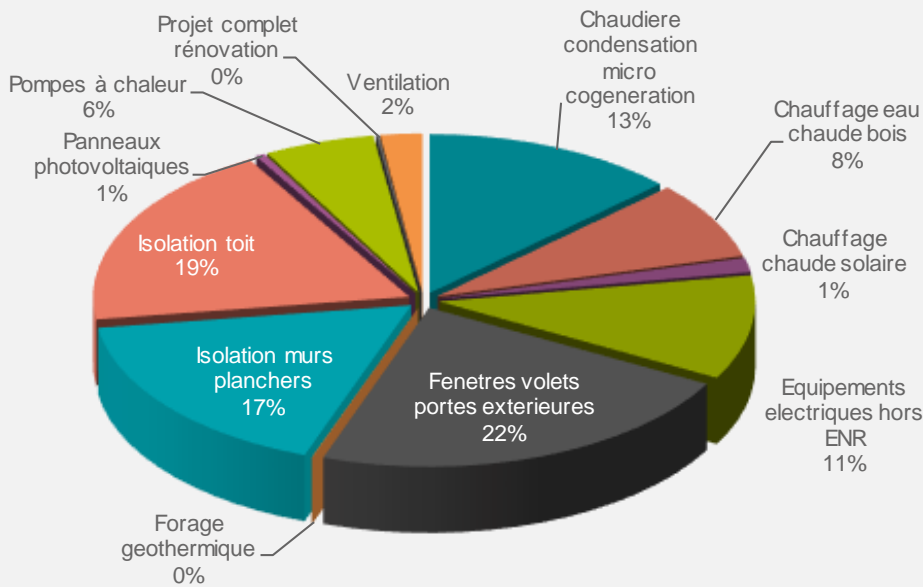


📍 Consolidation des qualifications RGE des entreprises

Des professionnels RGE principalement mobilisés sur les travaux d'isolation

Répartition des domaines de travaux à fin novembre 2018

Unité : domaine de travaux
Sources : DHUP



Nombre d'établissements RGE à fin novembre 2018 (Evol. 10 mois)

Bourgogne-Franche-Comté	France
3 653	60 164
-9%	-8%

Le nombre d'établissements RGE est en légère baisse entre janvier et novembre 2018 (-9% contre -8% en France entière), une baisse probablement due au non renouvellement de la labellisation par certaines entreprises.

Une offre adaptée à la demande

La répartition des signes RGE suit dans les grandes lignes celle observée dans les actions réalisées dans le cadre du CITE (voir p.7).

Signes RGE en Bourgogne-Franche-Comté à fin 2017 (Evol. 1 an)

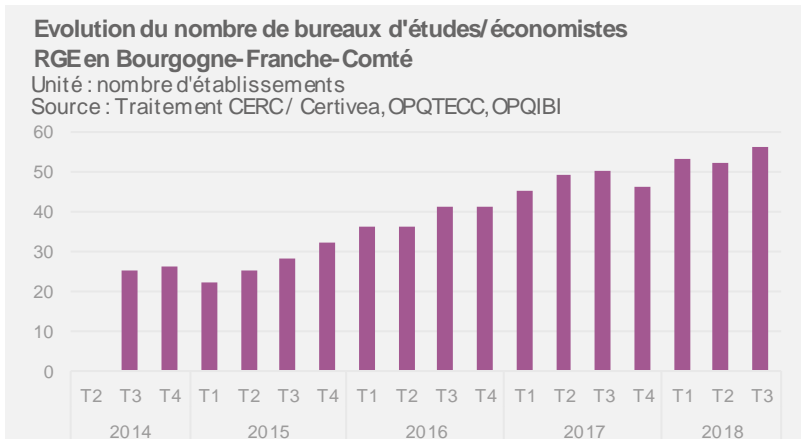
Unité : nombre de signes

Source : CERC/ Qualibat, Qualit'EnR, Cequami, Certibat, Qualifelec

Energies renouvelables		Efficacité énergétique		Offre globale	
Qualisol	107 →	ECO-artisans	964 ▼	Qualibat Offre Globale	5 ▲
Qualibois	585 →	Pro de la performance énergétique	73 ▼	NF-NFHQE Maison rénovée	11 →
QualiPV	40 ▲	Qualibat mention EE	4 225 →		
Qualipac	302 →	Certibat mention RE	2 ▲▲		
Qualiforage	2 ▼▼	Qualifelec mention EE	29 →		
Qualibat - mention ENR	233 →				
Qualifelec - mention PV	3 →				

📍 Consolidation des qualifications RGE des entreprises

Les signes RGE de la maîtrise d'œuvre continuent leur expansion

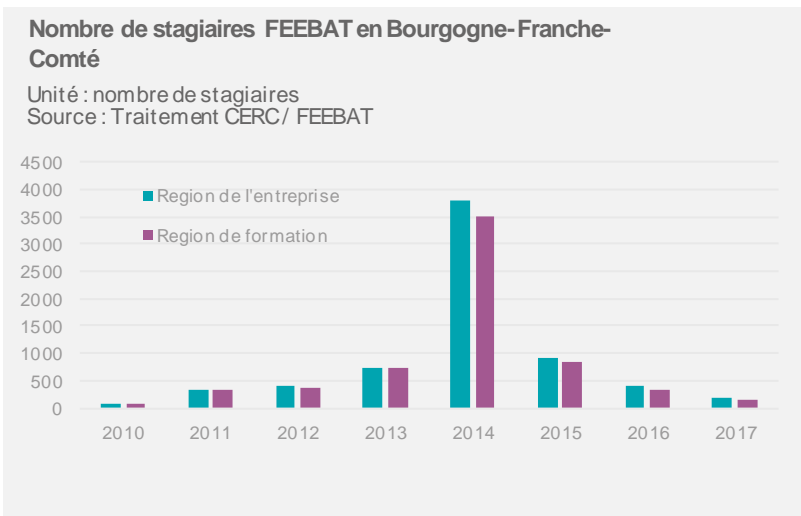


Nombre de bureaux d'études/économistes RGE à fin T3 2018 (Evol. 1 trim.)

Bourgogne-Franche-Comté	France
56	1 514
+8%	+4%

Si le nombre de maîtres d'œuvre RGE croît de manière régulière depuis l'instauration du dispositif, le nombre de stagiaires FEEBAT est en recul depuis 2014 tant en région qu'au niveau national.

Un nombre de stagiaires FEEBAT en recul



Stagiaires FEEBAT en 2017 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
165	3 968
-48.8%	-50.9%

Dénombrement selon la région de formation

Glossaire

CITE : Crédit d'Impôt Transition Énergétique (anciennement Crédit d'Impôt Développement Durable), ce dispositif propose une aide financière sous la forme d'un crédit d'impôt aux propriétaires occupants et aux locataires réalisant des travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale.

Éco-PTZ : Éco-Prêt à Taux Zéro, sous la forme d'un prêt à taux nul aidée par l'État et accordée par les banques, ce dispositif est destiné aux propriétaires occupants et aux locataires réalisant un bouquet d'action de travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale.

Habiter Mieux : Programme piloté par l'ANAH permettant aux ménages modestes et aux propriétaires bailleurs de réaliser des travaux de rénovation énergétique en prenant en charge une partie du montant des travaux (35 à 50%) et en fournissant un accompagnement personnalisé.

Éco-PLS : Éco-Prêt Logement Social, principal dispositif incitatif à destination de la rénovation énergétique du parc social permettant aux bailleurs sociaux de bénéficier d'un prêt à des taux avantageux pour financer des travaux de rénovation énergétique.

BBC : Bâtiment Basse Consommation, label visant à identifier les bâtiments neufs avec des besoins énergétiques inférieurs à 50 kWh d'énergie primaire par m² et par an. Ce label n'est plus délivrable pour les permis de construire déposés après le 31 décembre 2012.

Effinergie + : Label mis en place par Effinergie après l'entrée en application de la RT2012 certifiant notamment la mobilisation des occupants sur les consommations d'énergie, des consommations d'énergie plus faibles (<40kWh/m²/an) et le développement de la production locale d'énergie renouvelable.

BEPOS - Effinergie : Bâtiment Énergie POSitive, label applicable aux bâtiments produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

RT2012 : Réglementation Thermique 2012, appliquée aux bâtiments dont le permis de construire a été déposé après le 31 décembre 2012 (28 octobre 2011 pour certains types de locaux ou d'habitations). Cette réglementation reprend notamment le niveau maximum de consommation d'énergie du label BBC.

Cerqual H&E : Habitat et Environnement, certification assurant notamment une consommation d'énergie, une consommation d'eau moins importante et une bonne qualité de l'air intérieur.

Cerqual NFHQE : Norme Française Haute Qualité Environnementale, certification relativement similaire à la certification Habitat et Environnement assurant un respect de l'environnement global.

RGE : Reconnu Garant de l'Environnement, marque destinée aux entreprises permettant à leurs clients de bénéficier du CITE. Cette marque est déclinée en plusieurs signes correspondant aux différents domaines de travaux.

FEEBAT : Le dispositif FEE Bat consiste à proposer des modules de formations aux économies d'énergie dans la rénovation thermique des logements, bénéficiant de conditions financières avantageuses grâce à un apport financier d'EDF, via les Certificats d'économie d'énergie. Ils sont dispensés sur l'ensemble du territoire par des organismes de formation habilités.

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC BFC



CELLULE ECONOMIQUE REGIONALE DE LA CONSTRUCTION

tél. : 03 81 41 16 18 | e-mail : cercbfc@gmail.com

← Nos études → tinyurl.com/yc8v4hnw | site national : www.cerc-actu.com

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art.L.122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art.122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à la quelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L.122-10 à L.122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.